



# CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 4 août 2015

Deuxième trimestre et premier semestre 2015

**De bonnes performances commerciales dans tous les métiers**  
**Résultats solides dans un contexte conjoncturel exigeant**  
**Solidité de la structure financière confirmée**

## Groupe Crédit Agricole\*

**RNPG T2-15 : 1 500 m€ (vs 785 m€ au T2-14)**

**RNPG S1-15 : 2 728 m€ (vs 2 037 m€ au S1-14)**

**Ratio CET 1 non phasé : 13,2% (+90 pb/ juin 14)**

\* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

## Crédit Agricole S.A.

**PNB des métiers: +5,7%\* T2/T2**

**RBE des métiers : +6,8%\* T2/T2**

**Coût du risque des métiers : -27,6%\* T2/T2**

### *Impact des éléments spécifiques*

- Activation du switch : +80 m€ en RNPG
- Complément de provision pour litiges : -350 m€
- Spread émetteur/DVA/CPM : +200m€ en RNPG

**RNPG : 920 m€**

**RNPG sous-jacent : 982 m€**

**Ratio CET1 non phasé : 10,2% (+30 pb/ juin 14)**

\* retraité des éléments spécifiques

## Le Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du Groupe du groupe Crédit Agricole atteint 1 500 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, en forte hausse par rapport au deuxième trimestre 2014 qui avait enregistré les impacts de la dépréciation de la participation dans la banque portugaise BES. Sur le premier semestre 2015, le résultat s'établit à 2 728 millions d'euros, en progression de 33,9% par rapport à la période correspondante de 2014.

Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., ce sont de bons résultats. Le Groupe Crédit Agricole délivre d'excellentes performances commerciales dans tous les métiers, qui confirment la pertinence des orientations du plan à moyen terme.

Pour Philippe Brassac, Directeur général de Crédit Agricole S.A., ces résultats solides sont le fruit du très gros travail de consolidation mené par l'équipe conduite par Jean-Paul Chifflet. Ils forment un socle sur lequel la nouvelle équipe de Direction qu'il conduit avec Xavier Musca va pouvoir s'appuyer pour développer l'ambition du Crédit Agricole : en faire une banque synonyme d'utilité, de solidité et de performance durable.

Les résultats sont notamment le reflet d'une excellente performance opérationnelle dans tous les métiers.

En banque de proximité, les ouvertures nettes de dépôts à vue ont atteint respectivement 230 000 depuis fin juin 2014 dans les Caisses régionales et 70 000 depuis le début de l'année 2015 chez LCL. Les encours de crédits distribués au travers des 9 000 agences du Groupe en France atteignent 500 milliards d'euros, en hausse de 2,2% sur un an, tirés par le dynamisme du crédit à l'habitat; la même tendance est constatée dans la filiale italienne Cariparma. La collecte bilan est également en forte progression (+4,0%), en particulier en dépôts à vue (+13,2% pour les Caisses régionales et LCL et +11% pour Caripama).

Dans le pôle gestion de l'épargne/assurances/banque privée, la collecte nette sur le premier semestre 2015 atteint 53 milliards d'euros, toutes les clientèles, particuliers ou institutionnels, en France ou à l'étranger, contribuant positivement à cette performance. De nombreuses offres innovantes ont été proposées à la clientèle patrimoniale, et le déploiement des assurances collectives santé et prévoyance a été poursuivi vers les entreprises et les professionnels.

Les métiers de financement (hors réseaux) ont également connu une activité soutenue : la production de crédits à la consommation (8,7 milliards d'euros au deuxième trimestre 2015) est en croissance de 13,7% par rapport au deuxième trimestre 2014 et les encours de partenariats automobiles progressent de 10% en un an. La banque de financement et d'investissement est toujours numéro 1 mondial du financement aéronautique. Elle a été nommée "Best Infrastructure House" par Euromoney aux *Awards for Excellence* 2015. Par ailleurs, elle a arrangé de nombreuses opérations avec des entités du Groupe.

Le résultat des Caisses régionales ressort à 811 millions d'euros au deuxième trimestre, après prise en compte de l'impact de l'activation du Switch (-107 millions d'euros après impôts) expliquée page suivante. Leur bonne activité commerciale trouve sa traduction dans la progression de leur produit net bancaire, en hausse de 1,9% (et de 2,6% hors dotation épargne logement). Les commissions sont en hausse de 4,7%, tirées par celles de l'assurance, et la marge d'intérêt (+1,4% hors épargne logement) est soutenue par le niveau élevé des indemnités de remboursement anticipé. Les charges sont stables (+0,4%) et le coût du risque relatif aux créances dépréciées est en baisse de 2,9%. Sur le semestre, le résultat des Caisses régionales atteint 1 601 millions d'euros.

Au cours du deuxième trimestre 2015, la solidité de la structure financière du groupe Crédit Agricole s'est confirmée.

La situation de liquidité du groupe Crédit Agricole est stable. Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 041 milliards d'euros au 30 juin 2015, fait apparaître un excédent des ressources stables sur emplois stables de 103 milliards d'euros. Les réserves de liquidité s'élèvent à 247 milliards d'euros au 30 juin 2015 et couvrent plus de deux fois l'endettement court terme brut. Le ratio LCR du Groupe et celui de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 110% à fin juin 2015.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis, au cours du premier semestre 2015, l'équivalent de 18,8 milliards d'euros de dette senior et de Tier 2 dans le marché et les réseaux, Crédit Agricole S.A. ayant émis 8 milliards d'euros sur les 10 milliards prévus dans son programme de financement moyen long terme de marché de l'année.

Avec un ratio *Common Equity Tier 1* non phasé de 13,2% au 30 juin 2015, soit une hausse de 90 points de base par rapport à fin juin 2014, le groupe Crédit Agricole fait partie des banques les mieux capitalisées en Europe. Le Groupe est dans une situation favorable dans la perspective des ratios MREL et du TLAC, avec notamment une amélioration de 10 points de base du ratio MREL hors dette senior éligible sur le trimestre, à 7,8%<sup>1</sup>, grâce au contrôle de la taille du bilan, et un maintien du ratio TLAC à 19,1%<sup>1</sup> hors dette senior éligible.

Le ratio de levier selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne est de 5,4%, contre 5,2% à fin 2014.

## Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 3 août 2015, a examiné les comptes du deuxième trimestre et du premier semestre 2015.

Le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre 2015 s'établit à 920 millions d'euros, très largement supérieur à celui du deuxième trimestre 2014 qui avait enregistré la dépréciation totale de la participation dans la banque portugaise BES. Hors éléments spécifiques du trimestre, le résultat sous-jacent ressort à 982 millions d'euros. Sur le seul périmètre des métiers retraités des éléments spécifiques, la progression du résultat net part du groupe est de +6,2%.

Ce très bon niveau de résultat reflète d'abord d'excellentes performances commerciales dans tous les métiers : ainsi, le produit net des métiers retraités des éléments spécifiques est en hausse de 5,7% par rapport au deuxième trimestre 2014, tiré notamment par la Gestion de l'épargne et assurances ainsi que par la Banque de financement et d'investissement. Les charges d'exploitation des métiers continuent à évoluer de manière maîtrisée dans le contexte d'une activité dynamique : +2,7% hors effet de change.

Cette performance est également la conséquence d'une baisse continue du coût du risque relatif aux créances dépréciées : il s'établit ce trimestre à 39 points de base sur encours, en données annualisées, soit en amélioration de 13 points de base par rapport au deuxième trimestre 2014. Cette tendance se retrouve dans la plupart des métiers : LCL (6 points de base contre 23 au deuxième trimestre 2014), le crédit à la consommation (184 points de base contre 256) avec notamment la poursuite de la baisse du coût du risque d'Agos (s'élevant à -71 millions d'euros soit -52% par rapport au deuxième trimestre 2014) ainsi que la banque de financement et d'investissement (-34 millions d'euros).

La rubrique « coût du risque » a cependant enregistré deux éléments significatifs:

Ce deuxième trimestre 2015 a vu l'activation, pour la première fois, des garanties Switch, dont l'objet est de couvrir l'exigence prudentielle liée à la détention des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales et dans Crédit Agricole Assurances. L'activation a lieu dès lors qu'est constatée sur un trimestre une baisse de la somme des valeurs mises en équivalence des deux participations mentionnées ci-dessus. Les résultats positifs des Caisses régionales et de Crédit Agricole Assurances au deuxième trimestre 2015, soit +554 millions d'euros, n'ont en effet pas totalement compensé la baisse des plus-values latentes du portefeuille titres (AFS) entrant dans le calcul du ratio CET1, baisse due à la remontée extrêmement rapide des taux d'intérêt souverains et à la baisse des actions, pour un total de -761 millions d'euros. Cette activation du Switch se traduit par une provision de 173 millions d'euros en coût du risque dans les comptes des Caisses régionales et par un produit de même montant en coût du

---

<sup>1</sup> Estimation basée sur l'état actuel de la compréhension de Crédit Agricole S.A. des textes

risque chez Crédit Agricole S.A. L'impact sur le résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. au deuxième trimestre est de +80 millions d'euros, après impôts et prise en compte de l'impact négatif sur la contribution des Caisses régionales.

Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre 2015, un dossier mentionné dans le document de référence dans la partie « risques juridiques » depuis plusieurs années a connu une évolution.

Les lois et règlements des États-Unis d'Amérique exigent le respect des sanctions économiques mises en place par l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC) à l'encontre de certains pays étrangers, personnes physiques et entités. L'OFAC, le *Department of Justice* (DOJ), le bureau du *District Attorney* du Comté de New York (DANY) ainsi que d'autres autorités gouvernementales américaines, souhaitent savoir comment certaines institutions financières ont effectué des paiements libellés en dollars américains impliquant des pays, personnes physiques ou entités faisant l'objet de programmes américains de sanctions. Crédit Agricole S.A. et le groupe Crédit Agricole CIB ont conduit une revue interne des paiements libellés en dollars américains impliquant des pays, personnes physiques ou entités qui pourraient être visés par ces sanctions et coopèrent avec les autorités américaines dans le cadre de leurs démarches. Les conclusions de cette revue sont partagées avec les autorités américaines, à l'occasion de réunions au cours desquelles la banque présente ses arguments.

Les discussions avec les autorités américaines se sont poursuivies au second trimestre 2015 et sont désormais très avancées. Ces discussions sont toujours en cours et devraient conduire à une résolution globale de ce dossier en 2015. Dans ce contexte, un complément de provision d'un montant de 350 millions d'euros a été enregistré dans les états financiers du Groupe.

Le résultat net part du Groupe du premier semestre 2015 s'établit à 1 704 millions d'euros, soit le double du résultat semestriel de 2014. Sur le périmètre des seuls métiers retraités des éléments spécifiques, la progression du résultat net part du groupe atteint +14,9%.

A fin juin 2015, la situation de solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'est consolidée. Le ratio *Common Equity Tier 1* non phasé s'établit à 10,2%, soit 30 points de base de plus qu'à fin juin 2014. Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne atteint 4,3%.

\*

\* \*

S'agissant de l'organisation du Groupe, le Crédit Agricole rappelle que, conformément à ce qui avait été annoncé au marché en septembre 2013 dans le cadre de sa revue stratégique périodique, il a initié des réflexions relatives à cette question. Ces réflexions font l'objet d'échanges avec les autorités de tutelle, en particulier les services de la Banque Centrale Européenne. Ces échanges conduisent à constater des contraintes non levées à ce jour. De ce fait, aucune opération susceptible d'affecter substantiellement le périmètre de Crédit Agricole S.A. comme celles qui ont pu être évoquées par des sources externes au Groupe n'est réalisable à ce stade.

Le Crédit Agricole souligne que, dans le droit fil de son histoire et de sa culture coopérative et mutualiste, les évolutions de son organisation doivent obéir à une vision Groupe permettant d'assurer un fonctionnement et un développement plus collectifs, dans l'intérêt de toutes ses parties prenantes. C'est dans cet esprit qu'il poursuit ses réflexions sur son organisation.

\*

\* \*

## Responsabilité sociale et environnementale (RSE)

Au moment où se prépare la COP 21, Crédit Agricole S.A. a annoncé lors de son Assemblée Générale du 20 mai 2015 qu'il ne financerait plus de projets de mines de charbon ou d'entreprises dont l'extraction de charbon constitue l'activité essentielle. Dans la foulée, Crédit Agricole CIB a publié les révisions de ses politiques sectorielles charbon et mines et métaux en ce sens.

Dans le même esprit, le Groupe poursuit ses initiatives au service de ses clients acteurs de la transition énergétique (efficacité énergétique comme énergies renouvelables). Pionnier des *Green Bonds* depuis 2012, Crédit Agricole CIB en est aujourd'hui le n°2 mondial, avec 14% de part de marché. Le groupe Crédit Agricole, avec le concours des Caisses régionales, de Crédit Agricole Leasing & Factoring et de Crédit Agricole CIB, est le premier groupe bancaire financeur des énergies renouvelables en France. Il est également un acteur mondial de référence avec 20 GW installés financés à fin 2014 dans le monde, ce qui équivaut à la consommation annuelle de 10 millions de foyers français.

Enfin, le Groupe aide ses clients à limiter les risques liés aux énergies fossiles et au charbon en leur proposant des produits adaptés. Amundi commercialise depuis le mois de juin une offre indicelle « *Low Carbon* » permettant d'alléger l'empreinte carbone du portefeuille du client jusqu'à 50%. Le Groupe déploie dans plusieurs de ses entités des grilles d'analyse ESG (environnement, social, gouvernance). Ces grilles sont déjà opérationnelles au sein de Crédit Agricole CIB et d'Amundi.

### Agenda financier

5 novembre 2015	Publication des résultats du troisième trimestre 2015
17 février 2016	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2015
11 mai 2016	Publication des résultats du premier trimestre 2016
19 mai 2016	Assemblée générale à Paris
3 août 2016	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2016
8 novembre 2016	Publication des résultats du troisième trimestre 2016

*Dans l'ensemble du document sauf éléments de solvabilité, les données du compte de résultat 2014 ont été retraitées des impacts IFRIC 21 sur la comptabilisation des taxes dues.*

#### Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

#### Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois arrêtée au 30 juin 2015 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T2-15	Variation T2/T2	S1-15	Variation S1/S1
Produit net bancaire	4 628	+18,1%	8 987	+12,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(2 786)	+4,0%	(5 764)	+3,3%
FRU	-	-	(175)	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 842</b>	<b>+48,8%</b>	<b>3 048</b>	<b>+27,4%</b>
Coût du risque	(601)	+12,4%	(1 078)	(4,2%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 241</b>	<b>+76,4%</b>	<b>1 970</b>	<b>+55,3%</b>
Sociétés mises en équivalence	238	ns	714	x9,5
Gains/pertes sur autres actifs	3	ns	1	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 482</b>	<b>x4,5</b>	<b>2 685</b>	<b>+98,6%</b>
Impôt	(429)	x2,8	(717)	x2,2
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	ns	(18)	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>1 052</b>	<b>x5,8</b>	<b>1 950</b>	<b>+87,6%</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	132	+28,2%	246	+24,1%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>920</b>	<b>x11,9</b>	<b>1 704</b>	<b>x2,0</b>

**Au deuxième trimestre 2015**, le produit net bancaire atteint 4 628 millions d'euros, en hausse de 18,1% par rapport au deuxième trimestre 2014. Retraité de la réévaluation de la dette, du DVA courant et des couvertures de prêts, il s'élève à 4 317 millions d'euros. Au deuxième trimestre 2014, après retraitement de la réévaluation de la dette, du DVA courant, des couvertures de prêts, de l'impact du FVA Day one et de la réévaluation des titres de la Banque d'Italie, il s'élevait à 4 348 millions d'euros.

Les charges d'exploitation, à -2 786 millions d'euros, progressent de 4,0% entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015. Hors effet de change, les charges d'exploitation des métiers augmentent de 2,7%.

Le coût du risque s'établit à 601 millions d'euros. Il enregistre ce trimestre deux éléments spécifiques : d'une part un complément de provision pour litiges d'un montant de 350 millions d'euros, et d'autre part l'activation, pour la première fois, des garanties Switch, qui se solde ce trimestre par un impact positif en coût du risque de 173 millions d'euros sur les comptes de Crédit Agricole S.A. Retraité de ces deux éléments, il présente une baisse de 20,6%, reflétant la baisse du coût du risque dans presque tous les métiers et notamment chez Agos. Toujours retraité des éléments spécifiques, il s'établit ainsi à 39 points de base sur encours, en données annualisées, en baisse de 13 points de base par rapport au deuxième trimestre 2014.

L'encours des créances dépréciées<sup>1</sup> s'établit à 15,2 milliards d'euros et représente 3,6% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 4,0% au 30 juin 2014. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 55,1%. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 72,9% à comparer à 71,1% au 30 juin 2014.

<sup>1</sup> Hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 238 millions d'euros sur le trimestre dont 230 millions d'euros au titre de la contribution des Caisses régionales, 45 millions d'euros dans le pôle Services financiers spécialisés, essentiellement les *joint ventures* de financement automobile et -45 millions d'euros dans la Banque de financement et d'investissement, résultant d'une part de la bonne performance de la Banque Saudi Fransi pour 65 millions d'euros et d'autre part de dépréciations pour 110 millions d'euros matérialisant la dégradation des perspectives économiques sous-jacentes de deux participations, l'UBAF et Elipso (structure portant des portefeuilles de créances immobilières européennes).

Au total, le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. atteint 920 millions d'euros au deuxième trimestre 2015. Après retraitement de la réévaluation de la dette, du DVA courant, des couvertures de prêts, du complément de provision pour litiges et de l'impact lié à l'activation du switch, le résultat ressort à 982 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, à comparer à un résultat de 1 062 millions d'euros au deuxième trimestre 2014, retraité de la réévaluation de la dette, du DVA courant, des couvertures de prêts, du FVA Day one, de la réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et de l'impact du BES.

**Au premier semestre 2015**, le produit net bancaire atteint 8 987 millions d'euros, en hausse de 12,7% par rapport au premier semestre 2014. Retraité de la réévaluation de la dette, du DVA courant et des couvertures de prêts, il s'élève à 8 700 millions d'euros. Au premier semestre 2014, après retraitement de la réévaluation de la dette, du DVA courant, des couvertures de prêts, de l'impact du FVA Day one et de la réévaluation des titres de la Banque d'Italie, il s'élevait à 8 357 millions d'euros.

Les charges d'exploitation, à -5 939 millions d'euros, sont impactées par la première cotisation au Fonds de Résolution Unique pour -175 millions d'euros au premier trimestre 2015. Retraitées de cet élément, les charges d'exploitation augmentent de 3,3% entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015. Hors effet de change, les charges d'exploitation des métiers augmentent de 1,3%.

Le coût du risque s'établit à 1 078 millions d'euros. Il enregistre ce semestre deux éléments spécifiques : d'une part un complément de provision pour litiges d'un montant de 350 millions d'euros, et d'autre part l'activation, pour la première fois, des garanties Switch, qui se solde par un impact positif en coût du risque de 173 millions d'euros. Retraité de ces deux éléments, il présente une baisse de 19,8%, reflétant la baisse du coût du risque dans presque tous les métiers et notamment chez Agos. Toujours retraité des éléments spécifiques, il s'établit ainsi sur le semestre à 42 points de base sur encours, en données annualisées, en baisse de 13 points de base par rapport au premier semestre 2014.

L'encours des créances dépréciées<sup>1</sup> s'établit au 30 juin 2015 à 15,2 milliards d'euros et représente 3,6% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 4,0% au 30 juin 2014. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 55,1%. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 72,9% à comparer à 71,1% au 30 juin 2014.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 714 millions d'euros sur le semestre dont 593 millions d'euros au titre de la contribution des Caisses régionales, 88 millions d'euros dans le pôle Services financiers spécialisés, essentiellement les *joint ventures* de financement automobile et 19 millions d'euros dans la Banque de financement et d'investissement, résultant d'une part de la bonne performance de la Banque Saudi Fransi pour 127 millions d'euros et d'autre part de dépréciations pour 110 millions d'euros matérialisant la dégradation des perspectives économiques sous-jacentes de deux participations, l'UBAF et Elipso (structure portant des portefeuilles de créances immobilières européennes).

Au total, le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. atteint 1 704 millions d'euros au premier semestre 2015. Après retraitement de la réévaluation de la dette, du DVA courant, des couvertures de prêts, de la cotisation au Fonds de Résolution Unique, du complément de provision pour litiges et de l'impact lié à l'activation du Switch, le résultat ressort à 1 963 millions d'euros, à comparer à un résultat de 1 812 millions d'euros au premier semestre

---

<sup>1</sup> Hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement



2014, retraité de la réévaluation de la dette, du DVA courant, des couvertures de prêts, du FVA Day one, de la réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et de l'impact du BES.

## **SOLVABILITE**

A fin juin 2015, la solidité financière de Crédit Agricole S.A. est confirmée par son ratio CET1 non phasé qui s'établit à 10,2%, stable par rapport au 31 mars 2015.

Le trimestre est marqué par l'activation des garanties Switch. L'objectif de ces garanties est de couvrir l'exigence prudentielle liée à la détention des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA), la valeur de mise en équivalence couverte étant de 23,9 milliards d'euros. Les garanties Switch sont activées dès lors qu'une baisse de la valeur de mise en équivalence globale de la participation dans les Caisses régionales et de Crédit Agricole Assurances est constatée sur un trimestre donné. L'activation des garanties Switch au deuxième trimestre 2015 est liée à la baisse des réserves AFS, essentiellement pour CAA, dans un contexte de remontée extrêmement rapide des taux d'intérêt souverains et de baisse des actions (-761 millions d'euros), baisse non totalement compensée par les résultats positifs des Caisses régionales et de CAA (+554 millions d'euros). L'activation du Switch se traduit par une provision en coût du risque à hauteur de 173 millions d'euros dans les comptes des Caisses régionales. De manière symétrique, Crédit Agricole S.A. comptabilise un produit du même montant en coût du risque dans le pôle Activités hors métiers. Au total, Crédit Agricole S.A. enregistre un profit de 80 millions d'euros en résultat net part du Groupe au deuxième trimestre 2015. De par la clause de retour à meilleure fortune, toute hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence globale bénéficierait aux Caisses régionales, jusqu'à ce que la valeur de mise en équivalence ait retrouvé sa valeur d'avant la baisse.

Sur le trimestre, Crédit Agricole S.A. démontre sa capacité significative et récurrente de génération de capital, avec un renforcement du ratio CET1 lié au résultat attribuable du trimestre hors activation du Switch (+24 points de base). L'activation du Switch vient ajouter 3 points de base au ratio CET1, alors que la distribution est estimée à -7 points de base, avec une hypothèse de distribution de 50% du résultat et option pour le paiement du dividende en action à 100% pour l'actionnaire majoritaire. Le capital est finalement renforcé par la prise en compte du paiement en action du dividende sur résultat 2014 (pour la part externe) qui représente 8 points de base de ratio CET1. A l'inverse, le ratio subit le fort impact conjoncturel de la hausse des taux, avec une baisse des plus-values latentes AFS qui vient amputer le ratio à hauteur de -25 points de base, dont 15 liés au portefeuille assurances. Via le mécanisme Switch, la baisse des plus-values latentes assurance est couverte par les résultats de CAA et des Caisses régionales et l'activation du Switch (80 millions d'euros d'impact en résultat net part du Groupe). Le stock de plus-values latentes AFS est ainsi ramené à environ 95 points de base dans le ratio CET1 au 30 juin 2015. Finalement, les emplois pondérés ont été maîtrisés au deuxième trimestre 2015, avec une baisse organique des emplois pondérés des métiers de 1,2 milliard d'euros.

Le ratio global phasé s'élève à 19,2% au 30 juin 2015, en baisse sur le trimestre en raison du remboursement de titres *Tier 1* et *Tier 2* pour 2,3 milliards d'euros.

Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. s'établit à 4,3%<sup>1</sup> vs 4,2% à fin 2014 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne.

Le ratio conglomérat s'établit à 236% à fin juin 2015.

---

<sup>1</sup> Sous réserve d'autorisation de la BCE, avec un impact de +100 points de base au titre de la non pondération des opérations intra-groupe

## LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 041 milliards d'euros à fin juin 2015, à comparer à 1 042 milliards d'euros à fin mars 2015 et 1 021 milliards d'euros à fin juin 2014.

L'excédent de ressources stables sur emplois durables est de 103 milliards d'euros au 30 juin 2015 contre 104 milliards d'euros au 31 mars 2015 et 71 milliards d'euros au 30 juin 2014. Il reste donc stable d'un trimestre à l'autre en 2015 et augmente de 32 milliards d'euros entre le 30 juin 2014 et le 30 juin 2015.

Au 30 juin 2015, les réserves de liquidité incluant les plus-values et les décotes liées au portefeuille de titres s'élèvent à 247 milliards d'euros et couvrent 213% de l'endettement court terme brut, contre 218% au 31 mars 2015 et 176% au 30 juin 2014. Les titres HQLA après plus-values et décotes représentent 156% de la dette court terme non remplacée en Banques Centrales. Le ratio LCR du Groupe et celui de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 110% à fin juin 2015.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 18,8 milliards d'euros de dette senior et de Tier 2 dans le marché et les réseaux au cours du premier semestre 2015. Pour sa part, Crédit Agricole S.A. a levé l'équivalent de 4,3 milliards d'euros de dette senior (en EUR, USD, JPY et CHF) et de 3,7 milliards d'euros de Tier 2 (en EUR, USD et JPY) sur la période. Au 30 juin 2015, Crédit Agricole S.A. avait réalisé 80% de son programme de financement moyen long terme sur les marchés (senior et subordonné) de 10 milliards d'euros (excluant les réseaux).

## RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

### 1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

#### 1.1. CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T2-15	Variation T2/T2*	S1-15	Variation S1/S1*
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)	223	+4,2%	421	0,0%
Variation de quote-part dans les réserves	7	+89,0%	172	+12,9%
Quote-part de résultats des mises en équivalence	230	+5,6%	593	+3,3%

\* hors activation du Switch

Au deuxième trimestre 2015, les Caisses régionales ont poursuivi leur stratégie de développement équilibré sur l'ensemble de leurs domaines d'activités.

Les encours de collecte continuent ainsi de progresser, avec une augmentation globale des encours de 2,6% sur un an à 610 milliards d'euros à fin juin 2015. Cette croissance est portée tant par la collecte bilan (360 milliards d'euros d'encours à fin juin 2015, soit +3,9% en un an) que par la collecte hors bilan (250 milliards d'euros d'encours, soit +0,9% en un an). La hausse des encours de collecte bilan provient notamment des dépôts à vue (+13,2% en un an) qui bénéficient des tombées d'échéances des comptes et dépôts à terme (encours -7,4% en un an) et des replacements en cours de valeurs mobilières. Le PEL est également très attractif pour les épargnants (encours +8,5% sur douze mois). Parallèlement, la collecte hors bilan continue d'être portée par l'assurance-vie dont les encours progressent de 4,0% entre fin juin 2014 et fin juin 2015.

Les encours de crédit enregistrent pour leur part une hausse de 1,6% par rapport au 30 juin 2014 à 406 milliards d'euros au 30 juin 2015. La croissance est portée par l'habitat (+3,0%) alors que l'on observe une reprise du crédit à la consommation (hausse de 2,2% des encours sur un an).

Le ratio crédit/collecte s'établit à 114% à fin juin 2015, soit à un niveau stable par rapport à fin juin 2014.

**Au deuxième trimestre 2015**, le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3 513 millions d'euros (+1,9% par rapport au deuxième trimestre 2014), intégrant notamment des provisions PEL/CEL pour -42 millions d'euros (versus -16 millions d'euros au deuxième trimestre 2014). Les commissions progressent fortement (+4,7%<sup>1</sup> entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015), portées par la dynamique de l'assurance vie (commissions d'assurance en hausse de 5,4% en un an) et les services bancaires (+5,1%<sup>1</sup>). La marge d'intérêt s'inscrit en hausse de 1,4%<sup>1</sup> hors épargne logement entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015. Elle est soutenue par les dividendes reçus des filiales et le niveau toujours très élevé des indemnités de remboursement anticipé (hausse de 73 millions d'euros entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015).

Les charges sont stables par rapport au deuxième trimestre 2014 (+0,4%).

Le coût du risque des Caisses régionales s'élève à 366 millions d'euros au deuxième trimestre 2015. Ce coût du risque inclut notamment une provision de 173 millions d'euros au titre du déclenchement du mécanisme de garanties Switch. En effet, la baisse au deuxième trimestre 2015 de la valeur globale de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances, a entraîné un appel en garantie de la part de Crédit Agricole S.A., conformément aux dispositions du contrat. Hors

<sup>1</sup> Proforma le transfert des profits et des pertes sur opérations d'achats ventes de devises de marge nette d'intérêt à commissions (environ 25 millions d'euros par an)

activation des garanties Switch, le coût du risque continue de s'améliorer : il enregistre une baisse de 2,9% en un an, s'établissant à 19 points de base rapporté aux encours de crédits. Le taux de créances dépréciées à fin juin 2015 est en légère baisse par rapport à fin décembre 2014, à 2,5%, tandis que le taux de couverture, y compris provisions collectives, reste supérieur à 100%.

Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à 1 257 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2015, en hausse de 4,7% par rapport au deuxième trimestre 2014, hors activation du Switch.

Au total, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 230 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, en hausse de 5,6% en un an hors activation du Switch.

**Au premier semestre 2015**, le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 6 985 millions d'euros, un niveau quasi stable par rapport au premier semestre 2014 (-0,2%). Il intègre notamment des provisions PEL/CEL pour -181 millions d'euros (versus -1 million d'euros au premier semestre 2014). Les commissions progressent fortement (+6,3%<sup>1</sup> entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015), portées par la dynamique de l'assurance-vie (commissions assurance +10,1% sur le semestre, tirées par l'ajustement annuel du partage des commissions intervenant en début d'année) et les services bancaires (+6,1%<sup>1</sup>). La marge d'intérêt reste pénalisée par le coût de la collecte réglementée mais bénéficie d'un niveau élevé d'indemnités de remboursement anticipé (hausse de 110 millions d'euros entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015) et des bons niveaux de dividendes reçus des filiales. Elle est quasi stable entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015 (-0,8%<sup>1</sup> hors épargne logement).

Les charges sont stables par rapport au premier semestre 2014 (+0,1%), hors impact du FRU qui s'élève au premier semestre 2015 à -46 millions d'euros.

Le coût du risque des Caisses régionales s'élève à 562 millions d'euros sur le premier semestre 2015. Ce coût du risque inclut notamment une provision de 173 millions d'euros au titre du déclenchement du mécanisme de garanties Switch. En effet, la baisse au deuxième trimestre 2015 de la valeur globale de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances, a entraîné un appel en garantie de la part de Crédit Agricole S.A., conformément aux dispositions du contrat. Hors activation des garanties Switch, le coût du risque continue de s'améliorer : il enregistre une baisse de 23,2% en un an, soit une baisse de 7 points de base du coût du risque rapporté aux encours de crédits. Ainsi, le coût du risque sur encours s'établit à 20 points de base des encours pour le premier semestre 2015. Le taux de créances dépréciées est en légère baisse par rapport à fin décembre 2014, à 2,5%, tandis que le taux de couverture, y compris provisions collectives, reste supérieur à 100%.

Le résultat d'exploitation hors FRU s'établit ainsi à 2 530 millions d'euros pour le premier semestre 2015, en hausse de 3,9% par rapport au premier semestre 2014 hors activation du Switch.

Au total, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 593 millions d'euros au premier semestre 2015, en hausse de 3,3% en un an hors activation du Switch. Pour mémoire, le premier semestre de chaque exercice intègre la variation de quote-part dans les réserves des Caisses régionales qui s'élève à 172 millions d'euros au premier semestre 2015 (en hausse annuelle de 12,9% par rapport au premier semestre 2014).

---

<sup>1</sup> Proforma le transfert des profits et des pertes sur opérations d'achats ventes de devises de marge nette d'intérêt à commissions (environ 25 millions d'euros par an)

## 1.2. – LCL

A compter du deuxième trimestre 2015, le périmètre LCL comprend l'entité Banque Française Commerciale Antilles Guyane (BFCAG), tant en termes d'activité (ressources clientèle et crédits) que de résultats (six mois de résultats provenant de la BFCAG ont été intégrés à LCL au deuxième trimestre 2015).

(en millions d'euros)	T2-15	Variation T2/T2*	S1-15	Variation S1/S1*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>944</b>	<b>(1,4%)</b>	<b>1 866</b>	<b>(2,5%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU, plan de transformation et BFCAG	(608)	(2,1%)	(1 252)	(1,5%)
Impact FRU	-	-	(12)	-
Impact plan de transformation	(11)	+32,6%	(19)	+55,3%
Impact BFCAG	(19)	-	(19)	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>306</b>	<b>(0,7%)</b>	<b>564</b>	<b>(7,7%)</b>
Coût du risque	(16)	(71,5%)	(64)	(49,1%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>290</b>	<b>+15,0%</b>	<b>500</b>	<b>+3,1%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>289</b>	<b>+14,7%</b>	<b>499</b>	<b>+2,9%</b>
Impôt	(107)	+19,4%	(185)	+6,6%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>182</b>	<b>+12,0%</b>	<b>314</b>	<b>+0,8%</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	10	+12,5%	16	+1,3%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>172</b>	<b>+13,6%</b>	<b>298</b>	<b>+1,5%</b>

\*Variations hors BFCAG

Le deuxième trimestre 2015 s'inscrit dans le prolongement des trimestres précédents, associant une collecte dynamique, une croissance soutenue des encours de crédit et un coût du risque faible.

L'encours de ressources clientèle a progressé de 4,2% sur un an à fin juin 2015 pour atteindre 172,1 milliards d'euros. Cette progression est tirée essentiellement par la collecte de bilan (encours en hausse de 5,4% en un an) et plus particulièrement la hausse sensible des DAV (+13,2% sur la même période). Les encours de ressources hors-bilan augmente parallèlement de 2,9% sur douze mois, toujours portés par une collecte dynamique sur l'assurance-vie (+4,3% sur un an).

Les encours de crédit s'élèvent à 94,1 milliards d'euros à fin juin 2015, en progression de 4,8% en un an. La hausse reste portée par les crédits à l'habitat dont la croissance atteint +6,7% en un an à 60,8 milliards d'euros. A noter parallèlement la reprise de l'activité sur les professionnels depuis 5 trimestres consécutifs, se traduisant par une hausse de 5,7% des encours sur ce segment en un an. Sur la même période, les encours de crédit à la consommation affichent une croissance de 2,5% pour atteindre 6,7 milliards d'euros au 30 juin 2015.

Le ratio crédit/collecte s'établit à 111%, quasi stable par rapport à mars 2015 (110%).

Le produit net bancaire du deuxième trimestre 2015 de LCL est stable hors BFCAG et l'absence de dividende Crédit Logement (+0,6% en un an). La marge d'intérêt reste affectée par le poids des taux de l'épargne réglementée pour environ -45 millions d'euros en un an et est, parallèlement, toujours largement soutenue par les indemnités perçues sur les réaménagements de crédits. Les marges à la production restent à un bon niveau, LCL ayant notamment été la première banque française à relever les taux de crédit immobilier sans que cela n'ait eu un impact sur la croissance des volumes. A noter ce trimestre l'absence de dividende Crédit Logement, qui s'élevait à 12 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Enfin, l'effet Epargne-logement résulte en une reprise de +9 millions d'euros ce trimestre, à comparer à une dotation de 2 millions d'euros au deuxième trimestre 2014.

Les charges hors plan de transformation et intégration de la BFCAG diminuent de 2,1% au deuxième trimestre 2015 par rapport au deuxième trimestre 2014. A 11 millions d'euros, les charges liées au plan de transformation augmentent de près d'un tiers en un an, reflétant la montée en charges du projet telle qu'elle était prévue, alors que l'intégration de deux trimestres de charges relatives à la BFCAG pèse pour 19 millions d'euros ce trimestre. Le coefficient d'exploitation de LCL hors BFCAG et plan de transformation s'améliore de 0,6 point de pourcentage en douze mois pour s'établir à 65,9% au deuxième trimestre 2015.

A 16 millions d'euros (en baisse de 71,5% en un an hors BFCAG), soit six points de base rapporté aux encours, le coût du risque est exceptionnellement bas au deuxième trimestre 2015. Il reflète un niveau de risque qui demeure bas depuis plusieurs trimestres, mais aussi au deuxième trimestre 2015 une récupération sur un dossier juridique. Le taux de créances dépréciées continue de baisser à 2,2% à fin juin 2015. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) ressort à 72,1%.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit pour le deuxième trimestre 2015 à 172 millions d'euros, en hausse de 13,6% par rapport au deuxième trimestre 2014 hors BFCAG.

## 2. POLE BANQUE DE PROXIMITE A L'INTERNATIONAL

Le pôle enregistre un **résultat net part du Groupe** de 91 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à comparer à une perte de 602 millions d'euros au deuxième trimestre 2014.

(en millions d'euros)	T2-15	Variation T2/T2	S1-15	Variation S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>693</b>	<b>+3,8%</b>	<b>1 337</b>	<b>(1,6%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(365)	+2,3%	(740)	(0,1%)
FRU	-	-	(8)	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>328</b>	<b>+5,6%</b>	<b>589</b>	<b>(4,7%)</b>
Coût du risque	(149)	+6,0%	(298)	(25,4%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>179</b>	<b>+5,2%</b>	<b>291</b>	<b>+33,2%</b>
Sociétés mises en équivalence	2	ns	3	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	-	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>181</b>	<b>ns</b>	<b>294</b>	<b>ns</b>
Impôt	(57)	+20,4%	(103)	+59,1%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	ns	(17)	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>123</b>	<b>ns</b>	<b>174</b>	<b>ns</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	32	+34,7%	56	+53,7%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>91</b>	<b>ns</b>	<b>118</b>	<b>ns</b>

**En Italie**, l'activité commerciale de Cariparma reste soutenue au deuxième trimestre 2015. L'encours de collecte s'établit à 94,7 milliards d'euros au 30 juin 2015, en hausse de 5,4% par rapport au 30 juin 2014. Cette augmentation résulte en partie de l'intensification du *cross-selling* entre les différentes entités italiennes du Groupe : l'encours de collecte hors bilan progresse de 9,4% en un an, porté par la hausse de 4,2 milliards d'euros des encours d'assurance vie et des OPCVM par rapport au 30 juin 2014 (soit +20,3%). La collecte bilan auprès de la clientèle

reste stable, au profit de l'épargne gérée dans un contexte de taux bas. L'encours de crédits s'établit à 34,0 milliards d'euros au 30 juin 2015, en hausse de 2,3% par rapport au 30 juin 2014, tiré par une progression de 6,4% des encours de crédits à l'habitat et une reprise du crédit aux entreprises, qui croit de 3,6 %.

**Au deuxième trimestre 2015**, le produit net bancaire progresse de 7,9% par rapport au deuxième trimestre 2014 pour s'établir à 449 millions d'euros. Cette hausse est portée à la fois par la croissance des commissions (+14,3%) tirée par le dynamisme de l'activité d'épargne hors bilan et par la croissance de la marge nette d'intérêt (+1,2%).

Les charges d'exploitation augmentent de 1,4% entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015. Le coefficient d'exploitation s'améliore de 3,2 points entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015, à 52,5%, grâce à une bonne performance du produit net bancaire et la bonne maîtrise des charges.

Le coût du risque s'établit à 99 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, en baisse de 3,4% par rapport au deuxième trimestre 2014 grâce à l'amélioration des fondamentaux en Italie et aux processus de suivi du risque mis en place par Cariparma. Le ratio de créances dépréciées sur encours s'établit à 13,2%, avec un taux de couverture (y compris provisions collectives) de 45,1%, en augmentation sur le trimestre.

Le résultat net part du Groupe de Cariparma ressort à 54 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, à comparer à 41 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Selon le périmètre local, le résultat net part du Groupe Cariparma s'élève à 87 millions d'euros pour le trimestre.

**Au premier semestre 2015**, le produit net bancaire progresse de 7,1%<sup>1</sup> par rapport au premier semestre 2014 pour s'établir à 867 millions d'euros. Cette hausse est portée à la fois par la croissance des commissions (+11,6%) tirée par le dynamisme de l'activité d'épargne hors bilan et par une hausse de la marge nette d'intérêt (+1,7%).

Les charges d'exploitation hors FRU restent quasiment stables (hausse de 0,5%) entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015. Le coefficient d'exploitation s'améliore de 4,1 points entre le premier semestre 2014 et le premier semestre 2015 à 53,0%<sup>1</sup> grâce à une bonne performance du produit net bancaire et la bonne maîtrise des charges.

Le coût du risque s'établit à 198 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 5,8%<sup>1</sup> par rapport au premier semestre 2014 grâce à l'amélioration des fondamentaux en Italie et aux processus de suivi du risque mis en place par Cariparma. Le ratio de créances dépréciées sur encours s'établit à 13,2% à fin juin 2015, avec un taux de couverture (y compris provisions collectives) de 45,1%, en augmentation sur le semestre.

Le résultat net part du Groupe de Cariparma ressort à 93 millions d'euros au premier semestre 2015, à comparer à 49 millions d'euros au premier semestre 2014 (soit +44,5%<sup>1</sup>). Selon le périmètre local, le résultat net part du Groupe Cariparma s'élève à 141 millions d'euros pour le semestre.

**Les autres banques de proximité à l'international** affichent une activité commerciale dynamique. L'encours de collecte globale s'établit à 13,0 milliards d'euros au 30 juin 2015, en hausse de 11,2% par rapport au 30 juin 2014. L'encours de collecte bilan, à 11,4 milliards d'euros, s'inscrit en hausse de 9,2% par rapport au 30 juin 2014. La collecte hors bilan est particulièrement dynamique, avec une croissance de 28,2%, portant l'encours à 1,6 milliard d'euros.

Au 30 juin 2015, l'encours de crédits s'établit à 10,3 milliards d'euros, en hausse de 5,0% sur un an grâce à la bonne dynamique en Pologne et en Egypte.

L'excédent global de collecte bilan atteint 1,8 milliard d'euros au 30 juin 2015 grâce aux excédents de collecte en Égypte, au Maroc, et en Ukraine. Le déficit de collecte est limité en Pologne.

---

<sup>1</sup> Hors intégration des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes locaux au 31/12/2013 et par Crédit Agricole S.A. au premier trimestre 2014 (+80 millions d'euros en produit net bancaire, dont +92 millions d'euros de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109 millions d'euros de coût du risque) ainsi que la fiscalité afférente à ces retraitements

**Au deuxième trimestre 2015**, le résultat net part du Groupe ressort à 37 millions d'euros. Ce résultat est tiré par le doublement en un an de la contribution de l'Egypte, à 16 millions d'euros, qui bénéficie d'une bonne performance commerciale, et par une contribution stable de la Pologne, à 15 millions d'euros, malgré la baisse des taux impactant les revenus. CA Ukraine conserve un résultat net part du Groupe positif, à 4 millions d'euros, malgré un contexte difficile qui affecte le coût du risque. Crédit du Maroc continue à contribuer positivement aux résultats du Groupe, bien qu'affecté par une hausse du coût de son risque touchant certains dossiers entreprises.

Pour mémoire, au deuxième trimestre 2014, le pôle a enregistré l'impact net du BES pour -708 millions d'euros en mise en équivalence.

**Au premier semestre 2015**, le résultat net part du Groupe s'établit à 25 millions d'euros, et 41 millions d'euros hors le passage de Crédit Agricole Albanie en IFRS 5. Le produit net bancaire, à 470 millions d'euros, est stable par rapport au premier semestre 2014, notamment tiré par le dynamisme commercial en Egypte. Les charges d'exploitation sont maîtrisées, le coefficient d'exploitation s'élevant à 59,9% sur le premier semestre 2015. Le coût du risque, à 100 millions d'euros, est en hausse de 23,7% par rapport au premier semestre 2014. Il est affecté par la situation au Maroc et en Ukraine, mais reste au même niveau qu'au second semestre 2014. Par entité, l'Egypte reste très dynamique, avec une contribution en forte hausse, à 30 millions d'euros. La contribution de Crédit Agricole Pologne, à 20 millions d'euros, est en recul par rapport au premier semestre 2014 en raison de la comptabilisation de nouvelles taxes sur le semestre ainsi que de la baisse des taux qui impacte les revenus. Le résultat net part du Groupe de l'Ukraine reste positif malgré le contexte difficile qui affecte le coût du risque. Crédit du Maroc voit son résultat net part du Groupe diminuer, tout en restant positif, en raison de la hausse du coût du risque sur quelques dossiers entreprises.



### 3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCE

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurance comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 juin 2015, les encours gérés du pôle progressent de 92,8 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2014, avec une collecte nette pour l'ensemble des métiers de 53,0 milliards d'euros dont 46,6 milliards pour Amundi, 3,8 milliards pour l'assurance vie et 2,6 milliards d'euros pour la banque privée. Outre les bonnes performances commerciales, le pôle enregistre un effet marché et change positif de 34,5 milliards d'euros et un effet périmètre de 5,3 milliards d'euros en gestion d'actifs. L'encours global s'élève ainsi à 1 361 milliards d'euros au 30 juin 2015, en hausse de 7,3% sur le semestre. Le résultat net part du Groupe du pôle atteint 859 millions d'euros au premier semestre 2015, dont 457 millions d'euros au titre du deuxième trimestre 2015, en hausse de 16,7% par rapport au deuxième trimestre 2014.

(en millions d'euros)	T2-15	Variation T2/T2	S1-15	Variation S1/S1
Produit net bancaire	1 442	+12,5%	2 873	+11,3%
Charges d'exploitation	(682)	+9,8%	(1 428)	+8,8%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>760</b>	<b>+15,1%</b>	<b>1 445</b>	<b>+13,9%</b>
Coût du risque	(14)	(65,0%)	(22)	(50,2%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>746</b>	<b>+20,2%</b>	<b>1 423</b>	<b>+16,2%</b>
Sociétés mises en équivalence	6	x2	12	+62,3%
Gains/pertes sur autres actifs	10	+59,7%	7	+12,9%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>762</b>	<b>+21,1%</b>	<b>1 442</b>	<b>+16,5%</b>
Impôt	(266)	+29,9%	(508)	+21,8%
Gains ou pertes nets des activités arrêtées	1	-	1	-
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>497</b>	<b>+17,0%</b>	<b>935</b>	<b>+13,9%</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	40	+20,1%	76	+11,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>457</b>	<b>+16,7%</b>	<b>859</b>	<b>+14,1%</b>

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi affiche des encours gérés de 954 milliards d'euros. La collecte du deuxième trimestre s'élève à 22,6 milliards d'euros. Sur les six premiers mois de l'année 2015, elle s'élève à 46,6 milliards d'euros réalisée pour moitié à l'international, principalement en Europe et en Asie. Elle est réalisée pour plus de la moitié sur les actifs longs (pour 27,6 milliards d'euros), principalement sur la gestion obligataire, diversifiée et les ETF, et pour l'autre partie sur la trésorerie (pour 19,0 milliards d'euros). L'activité est par ailleurs tirée par tous les segments de clientèle. La clientèle de particuliers est particulièrement dynamique avec une collecte de +24,7 milliards d'euros, confirmant la tendance positive dans les réseaux France. L'effet marché et change s'élève, quant à lui, à +24,6 milliards d'euros sur le semestre portant ainsi les actifs sous gestion à 954,0 milliards d'euros à fin juin 2015. Ils progressent de 8,7% par rapport au 31 décembre 2014 et de 14,4% sur un an.

Au deuxième trimestre 2015, les résultats d'Amundi ont fortement progressé. Son résultat net s'affiche à 144 millions d'euros, le résultat net part du Groupe s'élevant, quant à lui, à 113 millions d'euros. Pour les six premiers mois 2015, il s'élève à 211 millions d'euros, présentant ainsi une hausse de 28,1% par rapport à 2014. Le produit net bancaire est en hausse de 13,4% au deuxième trimestre 2015 par rapport au deuxième trimestre 2014; au semestre il évolue de +15,2%. Cette hausse résulte de la croissance des encours accompagnée d'un bon niveau de marges. Au deuxième trimestre 2015, les charges d'exploitation sont en hausse de 14,8% hausse ramenée à 10,9% à périmètre constant et hors effet change. Sur le premier semestre 2015, les charges progressent de 11,1% et hausse ramenée à 7,9% à périmètre constant et hors effet change. Cette progression traduit notamment le renforcement à

l'international. Au total, le coefficient d'exploitation est toujours très compétitif à 53,4%, et s'améliore de 1,8 point par rapport au premier semestre 2014.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** a poursuivi ses efforts commerciaux qui permettent aux encours conservés de continuer leur progression. Ils atteignent 2 412 milliards d'euros, en hausse de 2,6% par rapport à fin juin 2014. Le bon développement commercial des encours administrés leur permet d'atteindre 1 467 milliards d'euros, en progression de 10,1% sur un an.

Le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit ainsi à 26 millions d'euros, et à 41 millions d'euros pour le semestre, respectivement en hausse de 29,8% et 12,3%. Il bénéficie directement de la hausse des revenus sur ces mêmes périodes pour respectivement 3,6% et 5,6%.

L'activité **Banque privée** dans le Groupe voit ses encours gérés progresser de 6,9% par rapport au 31 décembre 2014 pour s'établir à 151,2 milliards d'euros au 30 juin 2015 bénéficiant notamment d'une collecte nette de 2,6 milliards d'euros sur le premier semestre 2015.

Le résultat net part du Groupe du deuxième trimestre 2015 s'établit à 21 millions d'euros contre 5 millions au deuxième trimestre 2014, résultat qui était affecté par des provisions à caractère juridique. Pour le premier semestre 2015, il s'élève à 46 millions d'euros, en hausse de 63,8% par rapport au premier semestre 2014.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 7,8 milliards d'euros au deuxième trimestre 2015 et de 16,6 milliards d'euros au premier semestre 2015. Sur les six premiers mois de 2015, la collecte nette du pôle en épargne / retraite et prévoyance s'est établie à 4,5 milliards d'euros, dont 2,8 milliards d'euros en France.

Le pôle épargne / retraite continue à faire preuve d'une bonne dynamique. Le chiffre d'affaires s'élève à 6,3 milliards d'euros, contre 5,7 milliards d'euros au deuxième trimestre 2014, soit une progression de 10,1%. Les encours gérés s'établissent à 255,5 milliards d'euros à fin juin 2015, en progression de 5,6% sur un an. La part des encours en euros s'élève à 205,6 milliards d'euros, en progression de 4,6% sur un an, tandis que les encours en unités de compte à 49,9 milliards d'euros progressent de 9,7% sur la même période. La part des unités de compte atteint 27% dans la collecte et 19,5% dans le stock, en hausse de 0,7 point sur un an.

Le pôle prévoyance / santé / emprunteur voit son chiffre d'affaires progresser de 2,0% au deuxième trimestre 2015 par rapport au deuxième trimestre 2014. Il s'élève ainsi à 881 millions d'euros. Il bénéficie notamment des bonnes performances du crédit habitat en France et en Italie. Le trimestre est également marqué par le déploiement des assurances collectives (santé et prévoyance) vers les entreprises et le lancement de l'offre Prévoyance collective sur le marché des professionnels.

L'assurance dommages connaît toujours une progression soutenue, avec une hausse des affaires nouvelles tant sur le marché des particuliers que sur celui des agriculteurs et des professionnels. Son chiffre d'affaires s'établit à 570 millions d'euros, en hausse de 4,9% au deuxième trimestre 2015 par rapport au deuxième trimestre 2014. Le ratio combiné, défini par le ratio (Sinistralité + frais généraux) rapporté aux cotisations, net de réassurance, est maîtrisé. Il s'établit à 95,9% sur le périmètre Pacifica.

Au deuxième trimestre 2015, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 297 millions d'euros, en hausse de 8,5% par rapport au deuxième trimestre 2014. Sur le premier semestre 2015, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 561 millions d'euros, en hausse de 7,1% par rapport au premier semestre 2014.

#### 4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T2-15	Variation T2/T2	S1-15	Variation S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>665</b>	<b>(1,7%)</b>	<b>1 311</b>	<b>(3,8%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(320)	0,2%	(669)	(1,8%)
Impact FRU	-	-	(17)	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>345</b>	<b>(3,5%)</b>	<b>625</b>	<b>(8,4%)</b>
Coût du risque	(183)	(29,9%)	(388)	(28,6%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>162</b>	<b>+68,0%</b>	<b>237</b>	<b>+70,3%</b>
Sociétés mises en équivalence	45	20,7%	88	28,7%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>207</b>	<b>+54,8%</b>	<b>325</b>	<b>+57,0%</b>
Impôt	(55)	x 2,2	(90)	x 2,2
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession			(1)	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>152</b>	<b>+62,3%</b>	<b>234</b>	<b>+49,2%</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	27	x 3,6	41	x 4,1
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>125</b>	<b>+45,2%</b>	<b>193</b>	<b>+31,6%</b>

Le pôle **Services financiers spécialisés** comprend le Crédit à la consommation autour de Crédit Agricole Consumer Finance en France et au travers de ses filiales ou de ses partenariats à l'étranger, et l'affacturage et le crédit-bail, autour de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Le pôle enregistre un résultat net part du Groupe de 125 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 contre un profit de 86 millions un an plus tôt. Sur le semestre, le résultat s'établit à 193 millions et intègre -16 millions d'euros de charges au titre du FRU en résultat net part du Groupe.

Dans le domaine du **crédit à la consommation**, la production totale est en augmentation de 13,7% par rapport au deuxième trimestre 2014, sous l'impulsion notamment des réseaux bancaires du groupe Crédit Agricole, des partenariats automobiles et de Creditplus en Allemagne dont les productions augmentent respectivement de 20%, 21% et 32%. Les encours gérés, quant à eux, sont repassés à fin juin à un niveau supérieur à 70 milliards d'euros, pour la première fois depuis le quatrième trimestre 2013.

Sur les douze derniers mois, et retraités des encours cédés chez Agos au quatrième trimestre 2014, les encours gérés présentent un accroissement de 3,1%. Leur répartition géographique est inchangée par rapport au trimestre précédent avec 38% des encours localisés en France, 32% en Italie et 30% dans les autres pays. Par ailleurs, CACF poursuit la diversification de son financement externe dont le taux atteint 63% à fin juin, et qui est assuré notamment par 4,1 milliards d'euros de collecte d'épargne, 7,4 milliards d'euros de titrisations, dont 0,8 milliard d'euros pour Agos au deuxième trimestre 2015, et 4,9 milliards d'euros d'émissions EMTN, dont 1,3 milliard d'euros sur le trimestre (FCA Bank).

**Au deuxième trimestre 2015**, le produit net bancaire de CACF du trimestre est en croissance de 3,0 % par rapport au premier trimestre 2015, et stable (-0,3%) par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Les partenariats automobiles participent également à la rentabilité de CACF avec une contribution en hausse de 25% en mise en équivalence.

Les charges, à 253 millions d'euros, sont en hausse de 2,0% par rapport au deuxième trimestre 2014.

Le coût du risque est en baisse significative, notamment sous l'effet du redressement d'Agos. A 168 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, le coût du risque du crédit à la consommation marque une baisse de 32,3% en un an,

liée essentiellement à la filiale Italienne. Il s'établit à 184 points de base (annualisé) pour CACF au deuxième trimestre 2015, contre 256 points de base au deuxième trimestre 2014. Le coût du risque Agos s'établit à 71 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, ce qui représente un recul de 52,2% sur un an. Le taux de créances dépréciées d'Agos s'établit à 10,7% à fin juin 2015 (à comparer à 12,6% à fin juin 2014) et son taux de couverture à 100,4% y compris les provisions collectives.

Le résultat net part du Groupe de CACF ressort ainsi à 92 millions d'euros contre 60 millions d'euros au deuxième trimestre 2014.

**Au premier semestre 2015**, le produit net bancaire de CACF est en recul de 3,3% par rapport au premier semestre 2014, en lien avec la baisse des encours consolidés. Les partenariats automobiles, quant à eux, participent à la rentabilité de CACF avec une contribution en hausse de 34% en mise en équivalence.

Les charges, à 536 millions d'euros, sont stables par rapport au premier semestre 2015, retraitées de l'impact FRU de 11 millions d'euros au premier trimestre 2015.

Le coût du risque est en baisse significative, notamment sous l'effet du redressement d'Agos. À 356 millions d'euros sur le semestre, le coût du risque du crédit à la consommation marque une baisse de 30,5% en un an, liée essentiellement à Agos. Il s'établit à 198 points de base (annualisé) pour CACF au premier semestre 2015, contre 275 points de base au premier semestre 2014. Le coût du risque Agos s'établit à 175 millions d'euros au premier semestre 2015, ce qui représente un recul de 43,7% sur un an. Le taux de créances dépréciées d'Agos s'établit à 10,7% à fin juin 2015 (à comparer à 12,6% à fin juin 2014) et son taux de couverture à 100,4% y compris les provisions collectives.

Le résultat net part du Groupe de CACF ressort ainsi à 145 millions d'euros, intégrant 10 millions au titre du FRU, contre 103 millions d'euros au deuxième trimestre 2014

L'activité des métiers du **leasing et du factoring** reste soutenue. Ainsi le crédit-bail affiche une hausse de la production de 15,1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre de l'année précédente. Après la vente de CAL Hellas en Grèce (0,4 milliard d'euros d'encours) au quatrième trimestre 2014, l'encours ressort en stabilité, à 14,8 milliards d'euros. Dans le domaine de l'affacturage, le chiffre d'affaires factoré augmente de 7% par rapport au deuxième trimestre 2014, s'élevant ainsi à 17,0 milliards d'euros.

**Au deuxième trimestre 2015**, le produit net bancaire de CAL&F s'élève à 131 millions d'euros, en retrait de 3,0% (hors CAL Hellas) par rapport au deuxième trimestre 2014, sous l'effet de la baisse de l'encours de crédit-bail en France (cession de portefeuilles). Toujours sur le trimestre, les charges, bien maîtrisées, ressortent à 67 millions d'euros, en baisse de 6,1%. Le coût du risque, reste à un niveau bas, à 15 millions d'euros. Au total, le résultat net part du Groupe de CAL&F s'élève ce trimestre à 33 millions d'euros.

**Au premier semestre 2015**, le produit net bancaire de CAL&F s'élève à 258 millions d'euros, en retrait de 3,7% (hors CAL Hellas) par rapport au premier semestre 2014, sous l'effet notamment de la baisse de l'encours de crédit-bail en France (cession de portefeuilles). Toujours sur le semestre, les charges, ressortent à 150 millions d'euros, ce qui représente, hors l'impact du FRU pour 6 millions d'euros au premier trimestre 2015, une baisse de 7,6%. Le coût du risque s'élève à 32 millions d'euros, contre 30 millions d'euros au premier semestre 2014. Au total, le résultat net part du Groupe de CAL&F sur les six premiers mois de l'année de CAL&F s'élève à 48 millions d'euros, intégrant 6 millions de charges au titre du FRU, contre 44 millions sur la période équivalente 2014.

## 5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

**Au deuxième trimestre 2015**, le résultat net part du Groupe de la **Banque de financement et d'investissement** ressort à 82 millions d'euros. Après retraitement des couvertures de prêts (+16 millions d'euros) et de l'effet du DVA courant (+36 millions d'euros), et hors impact du complément de provision pour litiges pour 350 millions d'euros en coût du risque, le résultat net part du Groupe s'élève à 372 millions d'euros ce trimestre, en baisse de 8,3 % par rapport au deuxième trimestre 2014. La contribution de la Banque de financement à ce résultat retraité s'élève à 213 millions d'euros (contre 242 millions d'euros au deuxième trimestre 2014) et celle de la Banque de marché et d'investissement à 159 millions d'euros (contre 164 millions d'euros au deuxième trimestre 2014).

**Pour le premier semestre 2015**, le résultat net part du Groupe de la **Banque de financement et d'investissement** ressort à 402 millions d'euros. Après retraitement des couvertures de prêts (+13 millions d'euros) et de l'effet du DVA courant (+43 millions d'euros), et hors impact du complément de provision pour litiges pour 350 millions d'euros en coût du risque, le résultat net part du Groupe s'élève à 688 millions d'euros pour le semestre, intégrant une charge de 77 millions d'euros en résultat net part du Groupe au titre du Fonds de résolution unique (FRU). La contribution de la banque de financement à ce résultat retraité s'élève à 399 millions d'euros (contre 421 millions d'euros au premier semestre 2014) et celle de la banque de marché et d'investissement à 289 millions d'euros (contre 247 millions d'euros au premier semestre 2014).

Les activités en cours d'arrêt sont désormais incluses dans les métiers de la Banque de marché et d'investissement et de la Banque de financement, et l'activité de SFS (*Structured and Financial Solutions*) a été réaffectée à la Banque de marché et d'investissement (au lieu de la Banque de financement précédemment) au 1<sup>er</sup> janvier 2015. En outre, au sein de la banque de financement, l'activité de *Global Commodities Finance* a été transférée au 30 juin 2015 des financements structurés à la banque commerciale, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2015, dans le cadre de la création de la ligne métier "*International Trade and Transaction Banking*". Les données 2014 ont été retraitées de ces évolutions.

### Total Banque de Financement et d'investissement

(en millions d'euros)	T2-15	T2-15*	S1 -15	S1-15*	Variation T2*/T2*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 289</b>	<b>1 207</b>	<b>2 514</b>	<b>2 426</b>	<b>+7,8%</b>
<i>Dont Banque de financement</i>	611	586	1 159	1 138	+2,4%
<i>Dont Banque de marché</i>	678	621	1 355	1 288	+13,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(578)	(578)	(1 209)	(1 209)	+7,8%
FRU	3	3	(77)	(77)	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>714</b>	<b>632</b>	<b>1 228</b>	<b>1 140</b>	<b>+8,3%</b>
Coût du risque	(384)	(34)	(465)	(115)	(32,3%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>330</b>	<b>598</b>	<b>763</b>	<b>1 025</b>	<b>+12,1%</b>
Sociétés mises en équivalence	(45)	(45)	19	19	ns
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	1	1	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>285</b>	<b>553</b>	<b>783</b>	<b>1 045</b>	<b>(4,3%)</b>
Impôt	(201)	(172)	(372)	(341)	(0,6%)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	(1)	(1)	(1)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>83</b>	<b>380</b>	<b>410</b>	<b>703</b>	<b>(8,1%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	1	8	8	15	+3,6%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>82</b>	<b>372</b>	<b>402</b>	<b>688</b>	<b>(8,3%)</b>

\* Retraité des couvertures de prêts et des impacts DVA courant en produit net bancaire et du complément de provision pour litiges en coût du risque en 2015 ; retraité des couvertures de prêts, DVA courant, FVA Day 1 et évolution de la méthodologie CVA/DVA au T2 -14

Au deuxième trimestre 2015 **les revenus de la banque de financement et d'investissement** s'établissent à 1 289 millions d'euros, en hausse de 7,8%<sup>1</sup> par rapport au deuxième trimestre 2014, du fait d'une bonne activité commerciale et d'un effet change favorable.

Les revenus de la **Banque de financement** s'établissent à 611 millions d'euros, soit 586 millions d'euros hors couvertures de prêts au deuxième trimestre 2015, en hausse de 2,4% par rapport au deuxième trimestre 2014 et stables à change constant et hors deux éléments spécifiques intervenus au deuxième trimestre 2014 (dénouement favorable d'un dossier et dépréciations sur un portefeuille de créances).

Les financements structurés progressent de 14,6% par rapport au deuxième trimestre 2014, traduisant un bon niveau d'activité, notamment sur le secteur *Energy et Infrastructure*, outre un effet de change favorable.

Crédit Agricole CIB maintient son 1<sup>er</sup> rang mondial sur le financement aéronautique (source : Air Finance Database). Il progresse de la 5<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> place en tant que teneur de livres dans les financements à effet de levier en Europe de l'Ouest (source : Thomson Financial). Crédit Agricole CIB a également été nommé « *Best Infrastructure House* » par Euromoney aux *Awards for Excellence 2015*.

La banque commerciale voit ses revenus diminuer de 8,2% par rapport au deuxième trimestre 2014 du fait d'un contexte économique moins favorable : la chute du cours du pétrole a pénalisé les activités de financement de matières premières tandis que le niveau bas des taux a eu notamment pour conséquence de favoriser le recours au financement obligataire.

Grâce à une bonne capacité de distribution, la Banque confirme néanmoins son bon positionnement sur les activités de syndication. Crédit Agricole CIB reste ainsi leader sur ces activités en France, passe de la 8<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> place en Amérique latine. La Banque progresse également de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> position sur la syndication de prêts aux entreprises sur la zone EMEA (source : Thomson Financial).

Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** s'élèvent à 678 millions au deuxième trimestre 2015. Hors impact DVA, ils s'élèvent à 621 millions d'euros et progressent de 13,4% par rapport au deuxième trimestre 2014 dans un contexte de marché difficile.

A 535 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, les revenus des activités de *Fixed income* sont en recul par rapport à un très bon premier trimestre 2015 mais progressent par rapport aux trimestres précédents, bénéficiant de la bonne performance des activités de Change, de Dérivés de taux et de Trésorerie. Cette performance est atténuée par un repli sur les obligations souveraines et le primaire obligataire dans un environnement de marché instable (tensions sur le marché des souverains et situation en Grèce). Pour sa part, la banque d'investissement réalise un bon trimestre, par rapport au deuxième trimestre 2014 qui constituait une base de référence élevée, notamment sur le marché des fusions-acquisitions. Ses revenus s'établissent à 86 millions d'euros.

Crédit Agricole CIB a progressé dans les classements d'émissions de dettes. La Banque atteint la 1<sup>re</sup> place mondiale sur les émissions obligataires des agences en euros en tant que teneur de livres, progresse de la 7<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> place mondiale sur les émissions obligataires des souverains, des agences et des supranationaux en euros et occupe la 5<sup>e</sup> position mondiale au 30 juin 2015 sur toutes les émissions obligataires en euros (source : Thomson Financial). Par ailleurs, Crédit Agricole CIB se maintient dans le Top 3 (2<sup>e</sup> position) du classement relatif aux émissions d'obligations vertes (source : CACIB).

La VaR s'établit à 13 millions d'euros au 30 juin 2015 à comparer à 10 millions d'euros au 31 mars 2015 et à 4 millions d'euros au 30 juin 2014, en hausse sur un an du fait d'un environnement de marché agité mais restant toutefois à un niveau modéré.

---

<sup>1</sup> Revenus retraités des couvertures de prêts et des impacts DVA courant, ainsi que des impacts FVA Day 1 et évolution de la méthodologie CVA/DVA au T2-14

**Les charges de la Banque de financement et d'investissement** s'élèvent à 578 millions d'euros hors FRU au deuxième trimestre 2015, en hausse de 7,8% par rapport au deuxième trimestre 2014 mais stables à change constant (+0,1%).

Au deuxième trimestre 2015, **le coût du risque** reste très bas à -34 millions d'euros, auxquels s'ajoute un complément de provision pour litiges de 350 millions d'euros.

**La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence** ressort à -45 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 à comparer à +46 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Ce résultat enregistre les bonnes performances de la Banque Saudi Fransi sur le trimestre (+65 millions d'euros), amputées à hauteur de -110 millions d'euros par la dépréciation de deux participations, matérialisant la dégradation des perspectives économiques sous-jacentes des sociétés concernées (UBAF et Elipso, structure portant des portefeuilles de créances immobilières européennes).

**Au premier semestre 2015**, l'environnement économique et financier est resté très mouvementé pour les grands acteurs de la banque de financement et d'investissement. Après un premier trimestre ayant bénéficié d'un regain de volatilité du fait entre autres du *Quantitative Easing*, le second trimestre a été plus tendu avec, dès fin avril, un mouvement de hausse des taux qui s'est poursuivi avec le retour de la dette grecque sur le devant de la scène. Dans ces conditions, après un excellent premier trimestre, la Banque de financement et d'investissement maintient la tendance avec des revenus en hausse de 15,3% hors impact DVA et couvertures de prêts, et en hausse de 7,1% à change constant par rapport au premier semestre 2014.

Retraité d'un dossier spécifique sur le premier semestre 2014 ayant généré un produit non récurrent de 92 millions d'euros et de la dépréciation d'un portefeuille de créances pour 62 millions d'euros (comptabilisée en activités en extinction en 2014), la Banque de financement affiche des revenus en hausse de 2% à cours constant, soutenus par les financements structurés.

Pour leur part, les activités de Banque de marché et d'investissement ont su profiter des turbulences des marchés, avec des revenus en progression de 18% à cours constant.

**Les charges d'exploitation** affichent une hausse de 13,5%. Elles incluent pour la première fois en 2015 la cotisation au Fonds de Résolution Unique (FRU) pour 77 millions d'euros. Hors cet élément, les charges restent maîtrisées par rapport à 2014, en hausse de 0,2% hors effet change.

Hors complément de provision pour litiges, le **coût du risque** reste bas à 115 m€ sur le premier semestre 2015.

**Le résultat des entreprises mises en équivalence** enregistre les bonnes performances de la banque Saudi Fransi sur le semestre, amputées par la dépréciation de deux participations matérialisant la dégradation des perspectives économiques sous-jacentes des sociétés concernées, l'UBAF et Elipso (structure portant des portefeuilles de créances immobilières européennes).

## 6. ACTIVITES HORS METIERS

À noter ce trimestre : sortie du pôle AHM de la Banque Française Commerciale Antilles Guyane (BFCAG) qui a été intégrée dans le périmètre de LCL.

(en millions d'euros)	T2-15	Variation T2/T2	S1-15	Variation S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(405)</b>	<b>(29,3%)</b>	<b>(914)</b>	<b>(19,5%)</b>
<i>dont gestion du capital et de liquidité*</i>	(628)	+33,6%	(1 204)	+10,9%
<i>dont coûts nets alloués aux participations et à la subordination</i>	(345)**	(11,3%)	(673)**	(15,2%)
<i>dont Switch</i>	(186)	-	(372)	-
<i>dont spreads émetteurs</i>	229	ns	199	ns
<i>dont autres</i>	(6)	ns	91	(61,4%)
Charges d'exploitation hors FRU et nouvelles taxes ***	(206)	(4,8%)	(417)	(3,0%)
Impact FRU et nouvelles taxes ***	-	-	(72)	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(611)</b>	<b>(22,6%)</b>	<b>(1 403)</b>	<b>(10,4%)</b>
Coût du risque	145	x11,3	159	+69,9%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(466)</b>	<b>(40,1%)</b>	<b>(1 244)</b>	<b>(15,5%)</b>
Sociétés mises en équivalence	-	ns	(1)	ns
Gains/pertes sur autres actifs	(6)	x12,8	(6)	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(472)</b>	<b>(39,3%)</b>	<b>(1 251)</b>	<b>(12,7%)</b>
Impôts	257	(20,3%)	541	(7,4%)
<b>Résultat net</b>	<b>(215)</b>	<b>(52,8%)</b>	<b>(710)</b>	<b>(16,4%)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	22	(7,1%)	49	(13,9%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(237)</b>	<b>(50,5%)</b>	<b>(759)</b>	<b>(16,2%)</b>
<b>Résultat net part du Groupe hors spreads émetteurs</b>	<b>(385)</b>	<b>+18,7%</b>	<b>(888)</b>	<b>+23,3%</b>
<b>Résultat net part du Groupe hors spreads émetteurs, hors FRU et nouvelles taxes***</b>			<b>(825)</b>	<b>+14,6%</b>

\*Coûts de gestion du capital, de taux, de la liquidité et de la dette en tant qu'Organe Central et Trésorier

\*\*2014 retraité de la revue de l'allocation des coûts de financement par nature de financement (liquidité, capital, dette...)

\*\*\*Au T1-15, FRU (-46 m€), nouvelles taxes BCE et CRU (-4 m€) et nouvellement exigible C3S (-22 m€)

Au deuxième trimestre 2015, le produit net bancaire du pôle AHM s'établit à -405 millions d'euros, contre -573 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Il comprend un impact positif de 229 millions d'euros au titre des *spreads* émetteurs à comparer à un impact négatif de 239 millions d'euros au deuxième trimestre 2014.

Le produit net bancaire provenant des coûts de gestion du capital et de la liquidité de Crédit Agricole S.A. en tant qu'organe central et trésorier est en hausse de 33,6% entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015. Cette hausse s'explique essentiellement par une base de coût de la dette faible au deuxième trimestre 2014, qui incluait des impacts favorables significatifs liés au dénouement de positions ALM. Les coûts de la dette relatifs aux participations et à la subordination selon les règles analytiques en vigueur s'améliorent de 11,3% en un an, et le coût du Switch reste stable à -186 millions d'euros.



Les charges d'exploitation baissent de 4,8% entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015, reflétant notamment l'absence de charges liées au réglementaire cette année (exercices *stress tests* et AQR en 2014) mais aussi la sortie des charges afférentes à la BFCAG.

A +145 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, le coût du risque intègre un impact positif de 173 millions d'euros lié à l'activation du mécanisme des garanties Switch.

La variation de la juste valeur des obligations Crédit Agricole S.A. échangeables en actions Eurazeo génère un impact quasiment nul au deuxième trimestre 2015 (+1 million d'euros) à comparer à un impact positif de 23 millions d'euros au même trimestre de l'année précédente.

Au total, le résultat net part du Groupe du pôle AHM s'établit au deuxième trimestre 2015 à -237 millions d'euros, à comparer à -480 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Retraité des *spreads* émetteurs, il s'établit à -385 millions d'euros.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à près de 730 milliards d'euros au 30 juin 2015. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent près de 643 milliards d'euros.

(en millions d'euros)	T2-15	Variation T2/T2	S1-15*	Variation S1/S1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>8 257</b>	<b>+9,0%</b>	<b>16 292</b>	<b>+6,0%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(4 806)	+2,8%	(9 907)	+2,3%
FRU	-	-	(229)	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 451</b>	<b>+18,9%</b>	<b>6 156</b>	<b>+8,3%</b>
Coût du risque	(963)	+30,1%	(1 646)	(0,1%)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 488</b>	<b>+15,1%</b>	<b>4 510</b>	<b>+11,7%</b>
Sociétés mises en équivalence	5	ns	118	ns
Résultat net sur autres actifs	5	+65,5%	1	(61,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>2 498</b>	<b>+62,0%</b>	<b>4 629</b>	<b>+31,7%</b>
Impôts	(886)	+30,7%	(1 676)	+27,5%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	(52,2%)	(18)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 611</b>	<b>+87,0%</b>	<b>2 935</b>	<b>+33,1%</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	111	+42,8%	207	+23,1%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 500</b>	<b>+91,4%</b>	<b>2 728</b>	<b>+34,0%</b>

\*Retraité des impacts IFRIC 21 sur la comptabilisation des taxes dues.

Au deuxième trimestre 2015, le groupe Crédit Agricole réalise un produit net bancaire de 8 257 millions d'euros, en hausse de 9,0% par rapport au deuxième trimestre 2014. L'impact des éléments spécifiques non liés à l'activité (*spreads* émetteurs logés dans le pôle Activités hors métiers, le DVA courant et les couvertures de prêts logés en Banque de financement et d'investissement) s'élève à +287 millions d'euros, à comparer à une charge de -430 millions d'euros au deuxième trimestre 2014.

Les charges d'exploitation au deuxième trimestre 2015 sont en hausse de 2,8% par rapport à l'année précédente.

Le coût du risque est pénalisé au deuxième trimestre 2015 par un complément de provision pour litiges pour un coût net de 350 millions d'euros. Hors cet effet, le coût du risque récurrent recule de 26,1% en un an à 613 millions d'euros, soit 30 points de base sur encours. Rapporté aux encours, il s'établit à 30 points de base sur encours au deuxième trimestre 2015 à comparer à 37 points de base au deuxième trimestre 2014. Ce recul est particulièrement marqué en Banque de proximité en France (LCL) et dans le Crédit à la consommation, notamment chez Agos.

Au total, le résultat net part du Groupe augmente de 91,4% en un an pour atteindre 1 500 millions d'euros au deuxième trimestre 2015 contre 789 millions d'euros au deuxième trimestre 2014. Hors impact des éléments spécifiques non liés à l'activité, le résultat net part du Groupe de ce trimestre s'élève à 1 647 millions d'euros. Pour mémoire, le deuxième trimestre 2014 incluait un impact net de -708 millions d'euros lié à la dépréciation des titres BES : hormis cet effet, le résultat net part du Groupe du Groupe Crédit Agricole est stable sur un an.

\*\*\*\*\*

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2015 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : [www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires](http://www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires) dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

**RELATIONS INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31**

Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78	Fabienne Heures	+ 33 1.43.23.06.38
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99
Aleth Degrand	+ 33 1.43.23.23.81	Aurélié Marboeuf	+ 33 1.57.72.38.05
Laurence Gascon	+ 33 1.57.72.38.63		